

**Deuxième anniversaire du Forum Mondial sur l'éducation
UNESCO - 26 avril 2002**

**Intervention de Monique Fouilhoux Présidente du Comité de
Liaison des ONGs**

Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs représentant les délégations permanentes
Mesdames, Messieurs,

Merci de permettre aux ONG de s'exprimer dans ce débat par ma voix. Merci également de m'avoir informée à l'avance, ce qui m'a permis de prendre un certain nombre de contacts sur le terrain avec des ONG et des réseaux régionaux, me permettant ainsi aujourd'hui de mieux faire écho aux préoccupations des ONG.

Deux années se sont écoulées depuis les engagements pris par la Communauté internationale à Dakar.

Comme l'a rappelé M. John Daniel, nous sommes au terme de la Semaine mondiale d'action où un certain nombre d'activités ont été menées. Vous avez mentionné en particulier le concours de dessin organisé en liaison avec la Campagne mondiale pour l'éducation exemple de partenariat où les Commissions Nationales pour l'UNESCO ont été également invitées à s'associer.

PARTENARIATS

Au niveau international beaucoup de réunions, d'initiatives (le groupe de travail sur l'EPT, le groupe de haut niveau, la réunion de l'équipe spéciale en mars, la réunion avec l'Equipe spéciale sur l'éducation du G8 et la Conférence sur les moyens d'accélérer l'action en faveur de l'EPT à Amsterdam il y a deux semaines) auxquelles les ONG et plus largement des représentants de la société civile ont été conviés, avec, nous devons le reconnaître, de vraies possibilités de participation et d'intervention dans les débats. Mais nous nous posons toujours la question de la coordination efficace et effective de toutes ces initiatives.

Seulement la situation n'est pas aussi satisfaisante au niveau régional et national. La participation, l'implication des ONG notamment dans les forums nationaux qui sont mis en place et plus largement dans le processus d'élaboration des Plans nationaux est extrêmement limitée. Même si nous devons nous féliciter par exemple de la concertation

qui a prévalu au Nigeria où les autorités ont porté leur choix pour la coordination nationale pour l'EPT sur une personnalité forte et reconnue du monde des ONG et de surcroît une femme, c'est l'arbre qui cache la forêt. Nous devons tout faire pour qu'une vraie culture de partenariat s'instaure et devienne une réalité durable. Les Etats doivent montrer que même si les ONG sont parfois des partenaires turbulents et exigeants ils sont capables de leur offrir la place que leur rôle mérite. En effet je crois que nous avons tous à gagner d'avoir une Société civile fortement intéressée, motivée et impliquée dans le processus d'élaboration mais également pour aider les gouvernements dans l'immense tâche de mise en œuvre et d'évaluation régulière.

Nous le savons tous les objectifs sont ambitieux mais l'EPT sera l'œuvre de tous ou restera un vœu pieux que nous renouvellerons en 2015.

Mais, Monsieur le Directeur général, les ONG ont besoin d'être aidées en particulier pour renforcer leurs capacités à intervenir. Nous nous félicitons des initiatives prises par certains bureaux régionaux de l'UNESCO et par certaines grandes ONG internationales. De même le programme développé conjointement par l'UNESCO et la Consultation Collective des ONG en Afrique avec le soutien de la Banque mondiale est à souligner. Mais davantage doit être fait pour soutenir les organisations de la Société civile, dans toutes les régions et tout particulièrement au niveau national.

Il a été question de l'amélioration du Rapport de suivi annuel. Les ONG et la Consultation collective veulent participer à l'effort. Pour cela un questionnaire est adressé à toutes les ONG et des études de cas seront menées pour évaluer et mieux comprendre les phénomènes de partenariats et de participation.

Mais il est important déterminer quelle éducation nous voulons et pour quels objectifs ? Des questions telles que l'éducation à la citoyenneté ou la prévention du SIDA sont très importantes et doivent figurer dans les Plans nationaux. Le groupe inter-agences sur le Sida et l'éducation s'est réuni cette semaine et recommande vivement que cette question soit une des priorités. La question de la qualité de l'éducation et les mesures à prendre pour favoriser la participation des filles pour atteindre l'objectif fixé d'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation d'ici 2005 devront être également à l'ordre du jour afin de figurer en bonne place des les Plans nationaux. J'ai d'ailleurs relevé que ces éléments figuraient en bonne place dans la Déclaration commune que l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD et la Banque mondiale ont lancé aujourd'hui.

Je relève dans la Déclaration commune les termes suivants, je cite « Let us never forget the central role education plays in promoting equitable and sustainable development ».

En effet il nous paraît indispensable de contextualiser l'éducation dans un cadre plus large.

Dans cette perspective :

- Le Comité de liaison organisera dans le cadre de la Conférence de Johannesburg un atelier qui portera sur le thème « Education et développement durable.
- La CCONG se tiendra probablement dans le cadre du prochain sommet social de Porto Alegre.

FINANCEMENT

Atteindre l'enseignement primaire universel d'ici 2015 est possible et nous considérons que cet objectif reconnu généralement comme l'objectif de développement du Millénaire est celui le plus susceptible d'être atteint. Néanmoins la mise en oeuvre concrète de ce consensus pour l'instant a été un échec. Nous espérons beaucoup des conclusions de la réunion d'Amsterdam et des engagements réaffirmés lors des réunions de la Banque mondiale du week-end dernier même si nous pouvons regretter qu'à l'occasion de la réunion d'Amsterdam les membres du G7 n'aient pas voulu rejoindre l'approche commune pour le développement d'un cadre financier.

A ce stade je souhaite souligner que les ONG insistent sur la nécessité de la gratuité pour l'enseignement primaire (thème retenu par la Campagne Mondiale) et je relève d'ailleurs dans la Déclaration commune que l'élimination des « school fees » est à l'ordre du jour.

Pour conclure, Monsieur le Directeur général, des étapes ont été franchies, certains progrès ont été accomplis mais maintenant l'accord doit se faire sur un calendrier de mise en oeuvre rapide. Les enfants du monde attendent et tout particulièrement des millions d'enfants qui voient encore un peu partout leur droit à l'éducation bafoué.

Je vous remercie